



Droit Minier en Afrique : Codes, permis et obligations environnementales

Lien :

<https://innov-maroc.com/formation/droit-minier-en-afrique-codes-permis-et-obligations-environnementales>

 DURÉE
8 jours (56h)

 RÉFÉRENCE
DTA222

 CATÉGORIE
**Droit de l'Énergie, des
Mines et des
Ressources Naturelles**

🎯 OBJECTIFS DE LA FORMATION

À l'issue de cette formation, vous serez capable de :

- ✓ Maîtriser les fondamentaux du droit minier et les principaux cadres réglementaires applicables en Afrique.
- ✓ Comprendre les différents régimes de permis, titres miniers, autorisations et conventions minières.
- ✓ Savoir sécuriser juridiquement les procédures de prospection, d'exploration et d'exploitation.
- ✓ Maîtriser les obligations fiscales, douanières, économiques et contractuelles applicables aux opérateurs miniers.
- ✓ Intégrer les exigences environnementales, climatiques et sociales dans la structuration des projets miniers.
- ✓ Comprendre les interactions entre droit minier, droit foncier, droits coutumiers et droits des communautés.
- ✓ Identifier et prévenir les principaux risques juridiques, réglementaires, environnementaux et sociaux.
- ✓ Maîtriser les obligations ESG, de contenu local, de développement communautaire et de responsabilité sociale.
- ✓ Comprendre les mécanismes de fermeture, de réhabilitation des sites et de constitution des garanties financières.
- ✓ Savoir prévenir, négocier et gérer les contentieux et différends liés aux investissements miniers en Afrique.

POUR QUI ?

- ✓ Avocats, juristes d'entreprise et directeurs juridiques spécialisés en droit minier, droit des affaires et investissements.
- ✓ Responsables juridiques, réglementaires et compliance des compagnies minières.
- ✓ Dirigeants, administrateurs et cadres supérieurs des sociétés minières et groupes extractifs.
- ✓ Responsables exploration, développement de projets et opérations minières.
- ✓ Investisseurs, fonds d'investissement, banques et institutions financières intervenant dans le secteur minier.
- ✓ Ministères des Mines, administrations minières, autorités de régulation et organismes publics compétents.
- ✓ Responsables environnement, ESG, développement durable et relations communautaires des entreprises minières.
- ✓ Consultants, experts miniers, fiscalistes, spécialistes fonciers et professionnels de l'évaluation environnementale.
- ✓ Entreprises de sous-traitance, fournisseurs de services et acteurs du contenu local dans l'industrie minière.
- ✓ Institutions internationales, banques de développement et organismes intervenant dans le financement responsable des ressources minières.



Programme détaillé

1 / CADRE JURIDIQUE ET INSTITUTIONNEL DU DROIT MINIER EN AFRIQUE

- Comprendre les principes fondamentaux du droit minier et l'organisation institutionnelle du secteur.
- Identifier les principales sources du droit minier : codes miniers, décrets, règlements, conventions et normes communautaires.
- Analyser les compétences respectives des États, administrations minières, autorités environnementales et collectivités territoriales.

2 / OCTROI DES DROITS MINIERS ET PROCÉDURES D'ATTRIBUTION

- Maîtriser les procédures d'attribution, de renouvellement, de transfert et de retrait des droits miniers.
- Comprendre les régimes juridiques applicables à la prospection, à la recherche et à l'exploitation.
- Sécuriser les procédures administratives et documentaires nécessaires à l'obtention des titres miniers.

3 / PERMIS DE RECHERCHE, D'EXPLORATION ET D'EXPLOITATION

- Distinguer les différents types de permis et leurs régimes juridiques respectifs.
- Maîtriser les droits, obligations, durées, superficies et conditions de renouvellement associés aux titres miniers.
- Identifier les risques juridiques liés à la perte, à la suspension ou au retrait d'un permis.

4 / CONVENTIONS MINIÈRES ET CONTRACTUALISATION

- Comprendre la structure et la portée juridique des conventions minières conclues entre l'État et les opérateurs.

- Maîtriser les clauses relatives aux investissements, fiscalité, obligations de travaux, stabilité et responsabilités.
- Identifier les mécanismes de protection des investissements et de règlement des différends miniers.

5 / RÉGIME FISCAL, DOUANIER ET ÉCONOMIQUE DU SECTEUR MINIER

- Comprendre les principaux prélèvements applicables aux activités minières : redevances, impôts, taxes et droits.
- Analyser les régimes douaniers, exonérations et avantages accordés aux investisseurs miniers.
- Évaluer l'impact de la fiscalité sur la rentabilité et la structuration financière des projets miniers.

6 / OBLIGATIONS ENVIRONNEMENTALES ET ÉVALUATION DES IMPACTS

- Maîtriser les obligations environnementales applicables aux projets de prospection, d'exploration et d'exploitation minière.
- Comprendre les procédures d'évaluation environnementale et sociale, d'autorisation et de suivi environnemental.
- Intégrer les exigences de prévention, réduction, compensation et réparation des impacts environnementaux.

7 / GESTION DES RESSOURCES NATURELLES, FONCIER ET DROITS DES COMMUNAUTÉS

- Analyser les interactions entre droits miniers, droits fonciers, propriété des terres et droits coutumiers.
- Comprendre les mécanismes de consultation, participation et indemnisation des populations affectées.
- Prévenir et gérer les conflits liés à l'accès aux terres, aux ressources naturelles et aux retombées économiques.

8 / RESPONSABILITÉ SOCIALE, ESG ET DÉVELOPPEMENT LOCAL

- Intégrer les critères ESG dans la conception et l'exploitation des projets miniers.
- Maîtriser les obligations de contenu local, d'emploi, de développement communautaire et de partage des bénéfices.
- Mettre en place des mécanismes permettant d'améliorer l'acceptabilité sociale et la performance durable des opérations minières.

9 / SANTÉ, SÉCURITÉ ET RESPONSABILITÉ DE L'OPÉRATEUR MINIER

- Identifier les obligations juridiques relatives à la santé et à la sécurité des travailleurs dans les sites miniers.
- Prévenir les risques professionnels, accidents industriels, pollutions et dommages causés aux tiers.
- Déterminer les régimes de responsabilité civile, administrative, environnementale et, le cas échéant, pénale.

10 / CONTENU LOCAL, SOUS-TRAITANCE ET PARTICIPATION ÉCONOMIQUE NATIONALE

- Comprendre les obligations relatives à la participation des entreprises et travailleurs nationaux dans les projets miniers.
- Sécuriser juridiquement les contrats de sous-traitance, fourniture, services et partenariats locaux.
- Identifier les mécanismes favorisant le transfert de compétences, de technologies et de valeur ajoutée locale.

11 / FERMETURE DES MINES, RÉHABILITATION ET GARANTIES FINANCIÈRES

- Maîtriser les obligations juridiques liées à la fermeture, au démantèlement et à la réhabilitation des sites miniers.
- Comprendre les mécanismes de garanties financières destinées à couvrir les coûts de remise en état.
- Prévenir les passifs environnementaux et assurer la gestion durable de l'après-mine.

12 / CONTENTIEUX MINIER ET SÉCURISATION JURIDIQUE DES INVESTISSEMENTS

- Identifier les principaux contentieux liés aux titres miniers, à l'environnement, à la fiscalité et aux relations avec les communautés.
- Maîtriser les mécanismes de prévention et de règlement des différends : négociation, médiation, arbitrage et juridictions nationales.
- Élaborer une stratégie globale de sécurisation juridique des investissements miniers en Afrique.

Approche pédagogique

- ✓ Support Ecrit et Projection
- ✓ Exposés Interactifs, Podcasts et Vidéos
- ✓ Brainstorming et Jeux de Rôle
- ✓ Mises en Situation pour faciliter l'assimilation
- ✓ Cas Pratiques et Labs inclus pour leur impact opérationnel
- ✓ Test de Validation des Acquis des Connaissances

Prochaines dates programmées

 30 Nov. au 09 Déc. 2026

 Présentiel - Casablanca

 Autres dates possibles sur demande. Contactez-nous pour organiser une session intra-entreprise.

Réservation & Renseignements

 **Téléphone** : +212 522 247 210

 **Email** : contact@innov-maroc.com

 **Web** : <https://www.innov-maroc.com>

Document généré le 11/10/2026 — Réf : DTA222
INNOV MAROC — Tous droits réservés